

Catalogne. Le Chemin sera long

★ [legrandsoir.info /catalogne-le-chemin-sera-long.html](http://legrandsoir.info/catalogne-le-chemin-sera-long.html)

3 novembre 2017

Jean ORTIZ

La République catalane n'aura duré que l'instant d'une proclamation unilatérale, précipitée, sans structuration sociale et populaire, sans alliances larges dans et au-delà de la Catalogne ; mais une proclamation qui a politisé toujours plus toute une jeune génération, une proclamation qui mettait en cause tout l'édifice caduc de la « transition modélisée et consensuelle » et d'une constitution aux relents néo-franquistes, de 1978, et surtout d'une monarchie imposée par Franco.

Le parlement qui a proclamé l'indépendance de la République catalane était, lui, légitime.

Dans l'immédiat, l'ultra-conservateur et « espagnoliste » Mariano Rajoy, chef du gouvernement de Madrid, partisan d'une Espagne « une », semble avoir gagné. Le 155 n'a pas provoqué, pour le moment, un raz-de-marée contre lui. Mais attention... une victoire en trompe-l'œil. La « question catalane » est partie pour durer. Le problème, nous l'avons dit et répété, est politique. Seules des réponses politiques permettront de réduire les fractures. Le gouvernement de Madrid a choisi la pire des solutions, la répression, en utilisant une justice globalement aux ordres. Le « Fiscal » général, José Manuel Maza, est, de notoriété publique, un homme du PP. Il est chargé du sale boulot, tout comme la juge aux manettes, la très réactionnaire Carmen Lamela. Ces nostalgiques règlent leurs comptes...

« La Audiencia nacional » et le Tribunal suprême, vestiges de la dictature, se sont déjà illustrés en tuant professionnellement le juge Garzón qui prétendait recenser et juger les crimes contre l'humanité du franquisme. Juges proches du PP et du PSOE rivalisèrent alors d'ardeur pour lui couper la tête. Ce faisant et dans le même temps, la justice espagnole se refuse toujours à appliquer la législation internationale en matière de disparus (130 000), et à supprimer, comme lui demandent Bruxelles, et de nombreuses associations des Droits de l'Homme, la loi d'amnistie de 1977. C'est ainsi, par exemple, que l'ancien ministre fasciste de l'intérieur, Rodolfo Martín Villa, se promène en toute liberté dans les rues. La sœur et le beau-frère du roi, qui devraient être en prison, se dorment au soleil. Mais quoi d'étonnant à cela, au fond, dans un pays où l'on compte 3,5 millions de chômeurs à la fin de ce mois d'octobre, et où le droit à un logement décent est considéré comme inconstitutionnel ?

Le chef d'Etat major des Forces Armées, le général Fernando Alejandro Martínez, vient quant à lui d'écrire crânement dans le journal « ABC » que l'histoire a démontré que l'Armée « sait défendre la nation » lorsque cela s'avère nécessaire. Dans la Constitution, l'Armée est garante de « l'unité nationale ».

L'emprisonnement express du Vice-président de la Generalitat, Oriol Junqueras, et de 7 consellers (ministres), est une provocation insupportable, une atteinte aux libertés fondamentales. Le gouvernement catalan, son président, ses ministres, ont été élus, et sont donc légitimes. Mais Mariano Rajoy entend pousser l'avantage pour opérer une involution démocratique, à l'échelle de toute l'Espagne, pour refuser notamment de remettre en cause la constitution de 1978, et pour tuer dans l'œuf toute revendication sociale, ainsi que celle, démocratique, d'une Constituante.

Nous avons consulté la presse espagnole : « El Mundo », « l'ABC », « El País ». Elle est unanimement hystérique contre le « cirque catalan », la « république imaginaire », « le grotesque comportement de Puigdemont », traité de « payaso » (clown) par un chroniqueur. Le traitement médiatique par les journaux, liés



tous à la droite ou au PSOE (« El País »), utilise le cynisme, la violence verbale, le mépris, en lieu et place de réflexion sur le fond, d'appel à la négociation.

La mise sous tutelle ramène la Catalogne au bon vieux temps des vice-royautés... La réponse populaire contre la répression, contre l'ingérence, contre des choix politiques austéritaires s'organise après le choc et les traumatismes. Deux grands rassemblements populaires sont programmés pour les 5 et 12 novembre. La revendication de « grève générale » fait son chemin, malgré les provocations et les intimidations de Mariano Rajoy. Les élus indépendantistes appellent à « l'insoumission pacifique », tandis que de Bruxelles, Puigdemont, malgré la fragilité de sa situation, se pose en chef du gouvernement légitime catalan et demande la libération de tous les détenus.

Chacun se prépare aux élections catalanes anticipées du 21-D, imposées par Madrid, acceptées par tous, dont l'issue pour l'heure, selon les sondages, reste incertaine.

Jean ORTIZ

(Chroniques latines, l'HUMANITE, 3 novembre 2017).

»» <https://www.humanite.fr/blogs/catalogne-le-chemin-sera-long-644910>